



Établissement public à caractère administratif (EPA) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage
94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION

**CARTOGRAPHIE ET CARACTERISATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES
HERBIERS DE ZOSTERES SUR LES SITES NATURA 2000 « ARCHIPEL DES GLENAN »
FR5300023 ET « MARAIS DE MOUSTERLIN » FR5300048**

MARCHÉ À PROCEDURE ADAPTÉE

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (CCP) (Articles L. 2123-1, ainsi que R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2131-12)

Marché n° 2024-MAPA37

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHE	3
1.1. OBJET DU MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE	3
1.2. ALLOTISSEMENT	3
1.3. PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 : DURÉE	3
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 4 : PRIX	3
4.1 NATURE DES PRIX.....	3
S'AGISSANT DU POSTE N°4, LE PRIX EST UNITAIRE, FERME ET DEFINITIF	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.2 - CONTENU DES PRIX	4
ARTICLE 5 : MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES	4
5.1 - AVANCE.....	4
5.2 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES FACTURES.....	4
5.3 – DELAI DE PAIEMENT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.4 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE	5
5.5 - RETENUE DE GARANTIE	5
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	5
6.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
6.1.1 OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS.....	5
6.1.2 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL.....	6
6.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	6
ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE	6
ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	6
ARTICLE 9 : PENALITES	6
ARTICLE 10 : RESILIATION	7
ARTICLE 11 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE.....	7
ARTICLE 12 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	7
ARTICLE 13 : ASSURANCES.....	8
ARTICLE 14 : DIFFERENDS	8
ARTICLE 15 : DEROGATION	9

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1. Objet du marché à procédure adaptée

La présente consultation a pour objet la **Cartographie et caractérisation de l'état de conservation des herbiers de zostères sur le site Natura 2000 « Archipel des Glénan » FR5300023 et le « Marais de Mousterlin » FR5300048**

1.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre notoirement plus difficile l'exécution du contrat et financièrement plus coûteuse.

1.3. Procédure, forme et montant du marché

La présente consultation prend la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2131-12 du CCP.

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire et mono-attributaire avec un montant indiqué sur l'AE sur la durée totale du marché.

Le montant du marché correspondra au montant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire remplie par le candidat.

ARTICLE 2 : DURÉE

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois maximum à compter de sa date de notification, sans possibilité de reconduction.

Le délai contractuel sera fixé dans l'AE.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seule foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-FCS)¹, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et **réputé connu par le titulaire** ;
- L'offre technique du titulaire.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-FCS.

ARTICLE 4 : PRIX

4.1 Nature des prix

Les prix sont forfaitaires, fermes et définitifs.

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

4.2 - Contenu des prix

Les prix renseignés dans l'AE sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, qui frappent obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

ARTICLE 5 : MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40,00€ pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

5.1 - Avance

En application des articles L.2191-2 et L. 2191-3 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire à hauteur de 10%.

Conformément à l'article R.2191-5 du CCP, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

En cas d'acceptation de l'avance, son montant est précisé à l'AE.

5.2 - Modalités d'établissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies, outre les mentions légales et celles mentionnées *infra*, selon les indications suivantes :

- Date de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- Numéro de marché (2024-MAPA37) ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- Numéro d'identification TVA ;
- Identité de l'acheteur (nom et adresse) ;
- La désignation et décomptes des produits et services rendus (cf désignation des postes de l'annexe financière) : analyse des données existantes, phase de terrain, traitements et analyse des données issues de la phase de terrain – interprétation et production de données cartographiques (adapter la dénomination précise, quantité, prix unitaire HT au besoin) ;
- Somme totale à payer HT et TTC et annotée en lettres pour les factures manuscrites ;
- Taux de TVA ;

- Article du Code Général des Impôts (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'AE.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement** via le **portail de facturation dédié « Chorus Pro »** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à OFB, devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'OFB en tant que destinataire de la facture : 130 025 919 00015 ;
- le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : BRE ;
- le numéro d'engagement selon le format suivant : EJ/2024/XXXXXXXX² (à demander au chef de projet OFB désigné).

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

A noter : le cas échéant, une facture ne pourra pas concerner des prestations commandées au titre de plusieurs lots. En ce cas, il devra être établi des factures distinctes.

5.4 - Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

La Directrice des Finances est seule compétente pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Madame la Directrice des Finances
12, Cours Louis Lumière – 94300 VINCENNES

5.5 - Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

6.1 Obligations du titulaire

6.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCTP. Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

² xxx/millésime/n° 7 caractères

6.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

6.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- Désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS sont pleinement applicables.

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre des bons de commandes issus du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du chapitre 6 (article 34 à 37) du CCAG-FCS, relatives à l'utilisation des résultats élaborés dans le cadre du marché, sont applicables.

ARTICLE 9 : PENALITES

Le pouvoir adjudicateur applique des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant servant de base au calcul des pénalités.

Par dérogation au CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000,00€.

ARTICLE 10 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42) du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 11 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- 1) Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- 2) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- 3) La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 12 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de

renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire :

- Doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- Doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 46) du CCAG-FCS, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP) ³ :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite⁴.

³ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

⁴ <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

<p>Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr Site internet : http://melun.tribunal-administratif.fr/</p>

ARTICLE 15 : DEROGATION

L'article 9 Pénalités du présent CCAP, déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.